

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 137 (1992)
Heft: 9

Artikel: Quelques questions...au général Galvin, commandant suprême des Forces alliées en Europe
Autor: Curtenaz, Sylvain
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-345224>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Quelques questions... au général Galvin, commandant suprême des Forces alliées en Europe

Après le secrétaire général de l'OTAN (*RMS* juillet-août), c'est le général d'armée John R. Galvin, ancien commandant suprême des Forces alliées en Europe (SACEUR) et commandant en chef des forces des Etats-Unis en Europe (CINCEUR), qui a accepté de répondre à nos questions, alors qu'il était encore en fonction.

RMS: Les forces armées de la CEI, spécialement celles qui sont cantonnées dans les pays de l'Est, représentent-elles encore à vos yeux une menace?

J. R. G.: Non, ce n'est plus le cas. Je suis d'avis que nous devons nous défaire des slogans et nous engager dans une appréciation nouvelle de la situation, basée sur la question: «Quelle est la situation du monde aujourd'hui?»

Premièrement, nous n'avons plus aujourd'hui d'adversaires. Cela ne signifie pas, bien sûr, que toutes les forces armées disposant de puissants potentiels aient disparu de la surface du globe. C'est d'ailleurs avec cela que nous devons compter.

De nos jours, en effet, n'importe quel pays équipé de la plus simple des installations de production pharmaceutique est en mesure de produire des armes biologiques. En ce qui concerne les armes chimiques, c'est posément qu'il convient de constater que le principal constituant de la plupart d'entre elles n'est rien d'autre que l'alcool. Quant aux armes nucléaires, il y a toujours plus de pays qui en possèdent, et pas seulement parce que l'ancienne Union soviétique a éclaté en de nombreux Etats, mais ailleurs également.

Jusqu'à présent, il n'y a qu'au sein de l'OTAN et des pays de l'ancien Pacte de Varsovie qu'il existe un accord d'en rester aux niveaux actuels des armements ou de les réduire.

Les périodes de transition vers la paix sont instables, imprévisibles. Nous ne sommes pas en mesure de savoir avec précision ce qui va se passer. A ce danger potentiel s'ajoutent d'autres facteurs de risques. Ceux-ci sont multidirectionnels, multifaces, difficiles à prédire ou à estimer. Il suffit de lire les grands titres de la presse pour s'en rendre compte. L'incertitude et l'instabilité qui caractérisent la CEI, le terrorisme, le conflit qui oppose l'Arménie et l'Azerbaïdjan, la situation en Moldavie, en Yougoslavie, en Algérie ou en Irak, la prolifération des armes de destruction massive, voilà quelques-uns des risques.

L'instabilité de la CEI me semble d'ailleurs plutôt due à un problème de distribution des vivres et d'autres secours humanitaires. Quant aux forces armées, je suis d'avis que la CEI travaille sérieusement pour en garder le contrôle.

Pour en revenir aux armes nucléaires, je dirais qu'il y a là des problèmes qui doivent être résolus. Pour ne mentionner que les armes de théâtre et pas les armes stratégiques, rappelons qu'elles furent largement distribuées dans presque toutes les Républiques de la CEI. Cela sous-entend que le contrôle en sera décentralisé, ce qui ne facilite pas les choses. Ce n'est pas sans inquiétude que l'on voit d'autre part les savants atomistes de l'ancienne URSS sur le marché de l'emploi. S'ils sont engagés ailleurs, cela irait nettement à l'encontre du programme international destiné à stopper la prolifération des armes de destruction massive.

RMS: Quelle sera, par conséquent, la doctrine stratégique-opérative des forces armées de l'OTAN de demain?

J. R. G.: Nous sommes tout d'abord en train d'abaisser le niveau d'une confrontation, notamment en diminuant l'importance des forces armées grâce à des accords de contrôle des armements. Celui sur les forces conventionnelles en Europe n'a pas encore été ratifié par tous les pays, mais il est appliqué d'une façon informelle, les pays réduisant leurs potentiels militaires.

Regardez ces réductions, et vous verrez que l'OTAN ne se limite pas à modifier des chiffres. C'est tout le concept stratégique qui a été revu, ce qui nous a permis, ensuite, de le modifier, de revoir le concept opérationnel de nos forces armées, de changer la structure de la force OTAN elle-même, ainsi que son infrastructure. Il faudra ensuite examiner les degrés de préparation et, bien évidemment, le budget.

Nous avons fait tout cela et évolué de la focalisation sur un conflit possible aux domaines du contrôle des crises, du maintien et de la restauration de la paix.

Notre nouvelle stratégie fait appel à des forces capables de protéger la paix, qui soient un outil adéquat dans les mains de nos politiciens pour le contrôle des crises et, si une guerre éclatait, qui soient en mesure de protéger le territoire de l'OTAN. Notre concept est donc basé sur des forces armées réduites, des degrés de préparation moins élevés, un caractère multinational, une mobilité accrue, la mobilisation de forces compétentes et une conduite opérative («Command and Control») adéquate et de haute qualité.

Nous n'avons plus besoin de conserver un niveau de préparation tel que nous l'avions auparavant, car les temps d'alerte sont plus longs. Nous avons des pilotes et des équipages en alerte permanente; nous avons des armes DCA prêtes à faire feu 24 heures sur 24, 365 jours par an, ce qui signifiait avoir au moins trois équipes

pour chaque système d'arme. Nous n'en avons plus besoin. Il n'empêche que, même aujourd'hui, 10 à 15% des unités doivent être maintenues à un degré de préparation élevé. Elles forment les *Rapid Reaction Forces*, constituées de moyens air, terre et mer.

Nous conserverons d'autres forces, maintenues à un degré de préparation plus bas. Ce sont les *Main Defense Forces*, le deuxième échelon. Et nous en avons d'autres, maintenues à un degré plus bas, les *Augmentation Forces*, le troisième échelon.

Le caractère multinational de nos forces est un autre de nos principes. Nous continuons à faire preuve de solidarité en liant plus de forces et en les entraînant ensemble. Ceci a d'ailleurs un avantage politique, puisque les forces d'une nation stationnées sur le sol d'une autre ne sont ni individuelles, ni nationales, mais sont mêlées à celles de l'Etat hôte.

Nous aurons donc, en conclusion, des forces armées réduites, mais une surface plus étendue si l'on prend en compte les cinq «Länder» orientaux de la RFA. Cela exige une mobilité élevée. Nous devons être en mesure de riposter au besoin sur l'entier de la surface du secteur d'engagement de l'OTAN.

RMS: La Suisse a mis sur pied un programme de réforme de son armée, programme qui inclut notamment l'achat d'un avion de combat de dernière génération. Cela vous semble-t-il indispensable?

J. R. G.: Chaque pays se doit de veiller à la qualité de l'équipement et de l'armement de ses forces armées afin de les garder capables de remplir leur mission. Mais je suis d'avis qu'il s'agit là de la responsabilité de chaque Etat souverain. Je préfère donc ne pas me prononcer sur des programmes militaires dans lesquels mon pays n'est pas concerné.

**Propos recueillis et traduits
par le plt Sylvain Curtenaz**